

Orientations Possibles pour l'Agriculture au Malawi : Défis et Dilemmes(i) Concepts

Pauvreté, agriculture et croissance agricole

Le Malawi est l'un des pays les plus pauvres au monde, avec un produit intérieur brut de 190 USD par habitant et des taux de malnutrition et de mortalité infantiles élevés. Plus de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, près d'un quart d'entre elle étant même à la limite de la survie. L'agriculture joue un rôle important dans l'économie. Si ce secteur a produit de bons résultats au cours des deux premières décennies qui ont suivi l'indépendance en 1964, sa performance s'est largement dégradée depuis. L'un des problèmes dont souffre ce secteur est l'étroitesse des marchés, qu'il s'agisse des denrées alimentaires ou des intrants agricoles. La hausse des prix des denrées alimentaires, qui sévit depuis la libéralisation des marchés agricoles et la fin du contrôle des prix du maïs, conjointement avec des niveaux de productions irréguliers sur cette céréale, a en outre aggravé la situation d'insécurité alimentaire.

Les principales ressources du Malawi sont les terres agricoles et l'abondance de sa main-d'œuvre : ce sont là les principaux atouts dont disposent les ménages ruraux. Un moyen très efficace de promouvoir une croissance propauvre consistera par conséquent à accroître la

productivité de ces ressources. De fait, depuis l'indépendance, les stratégies de développement ont mis l'accent, à des degrés divers, sur le renforcement de la productivité des terres et de la main-d'œuvre dans le secteur agricole. Les principaux défis à relever sont les suivants : (i) Intensification (c.-à-d. augmentation des rendements) des cultures vivrières (maïs, principalement). Cela contribue directement à la sécurité alimentaire des ménages et maintient les prix alimentaires à un niveau relativement bas ; et (ii) développement d'une petite agriculture de rente, destinée à assurer un revenu aux agriculteurs, aux ouvriers agricoles et aux personnes travaillant dans les secteurs du traitement et du transport des récoltes.

Une interaction positive existe entre ces deux objectifs : l'intensification soutenue de la production de denrées alimentaires de base doit en effet, au fil du temps, permettre de réduire la superficie destinée aux cultures vivrières, tandis que la hausse des rendements sur ces dernières doit permettre d'augmenter les surfaces consacrées à la plantation de cultures de rente (tabac, coton, thé, canne à sucre, légumes secs, paprika et piments).



Récolte du riz dans le village de Mlaviwa.

Agro-pessimisme dans les débats sur les politiques de développement

Dans le cadre d'un atelier des parties prenantes organisé par Future Agricultures à Lilongwe en mars 2006, certains participants ont fait observer que la petite agriculture n'était en général pas viable. Cela s'explique par les éléments suivants : terrains limités et fragmentés ; déclin de la fertilité des sols ; incapacité de la plupart des ménages à accéder au crédit pour se procurer des intrants ; faiblesse et volatilité des prix des produits agricoles ; incapacité à suivre le rythme de l'évolution technologique internationale pour chacune des cultures ; jeunes adultes de plus en plus attirés par les activités non-agricoles, en particulier le petit commerce.

Ce point de vue implique que les politiques devraient réduire la focalisation sur l'agriculture, et plutôt privilégier la diversification des moyens de subsistance. Il existe pourtant bien un potentiel de développement d'une petite agriculture intensive et économiquement viable, mais cela nécessitera impérativement un processus de concentration des biens fonciers. Un tel processus impliquerait par ailleurs la cessation des activités agricoles pour la plupart des

ménages ruraux. Certains craignent cependant que cela ne puisse pas être réalisé dans des délais suffisamment brefs et que l'économie ne parvienne pas à se développer si la priorité est accordée aux petites exploitations agricoles.

À cela s'ajoute un sentiment généralisé d'« État-pessimisme ». En substance, « l'agro-pessimisme » procède de « l'État-pessimisme ». L'expérience du développement de la petite agriculture au Malawi durant la période 1965-1985 suggère pourtant que l'on peut accomplir beaucoup avec le soutien de l'État. Après la libéralisation, le retrait de l'État a abouti à des défaillances du marché. Cela a conduit à une situation de paralysie : alors que la majorité des petites exploitations ne peuvent pas se développer sans le soutien de l'État, les propositions avancées en matière d'intervention publique sont rejetées car considérées comme politiquement naïves, la faillite étatique étant aujourd'hui si profondément ancrée dans les esprits qu'elle est tenue pour une évidence.

Agro-optimisme

Il existe pourtant de puissants arguments contre un tel agro-pessimisme. Premièrement, l'agriculture est tout simplement trop

importante pour être abandonnée. Des éléments probants suggèrent que l'imprévisibilité qui pèse actuellement sur les moyens de subsistance des populations est essentiellement liée à des événements survenant dans la sphère agricole. Il s'agit-là d'un argument très fort en faveur d'une focalisation sur le secteur agricole, en particulier sur la petite agriculture. Deuxièmement, il n'existe de toute façon que peu d'alternatives intéressantes.

Les politiques de subvention sur les engrais menées au Malawi durant la saison 2005/06 suggèrent en outre un point de vue moins pessimiste. L'État a dépensé environ 34 millions de dollars sur ses propres ressources, pourtant limitées, pour subventionner le recours aux engrais. Sous l'effet conjugué de cette politique et d'un niveau de précipitations favorable dans la plupart du pays, il semble en effet que la récolte de maïs 2006 sera supérieure à la moyenne. Ce fait ne cadre pas avec les points de vue « État-pessimistes » et bénéficie d'un certain soutien politique.

Défis fondamentaux à relever pour le développement de la petite agriculture

La problématique fondamentale qui se pose dans le développement de la petite agriculture au Malawi réside d'une part dans le coût élevé et le risque associés aux services agricoles, et d'autre part dans l'étroitesse, voire la défaillance, des marchés. Cela est la conséquence d'un certain nombre de difficultés de nature qui interagissent les unes avec les autres, notamment :

- Cycles de production et de commercialisation trop longs (annuels pour la plupart) ;
- Risques liés aux aléas du climat et des cours, ainsi qu'aux chocs éventuels engendrés par la maladie ;
- Nécessité pour les ménages de petits exploitants en situation de déficit alimentaire net de trouver du travail hors-ferme pour

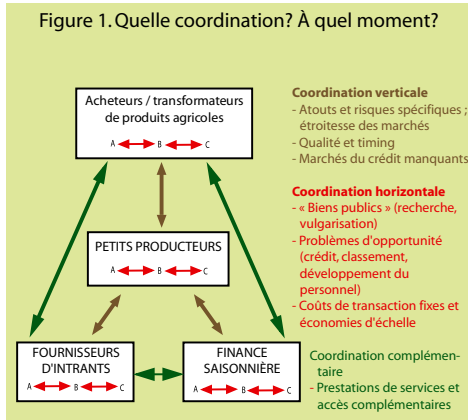
satisfaire leurs besoins alimentaires, ce qui compromet leur propre production ;

- Faible densité de l'activité commerciale (marchés étroits) dans les zones éloignées des grands axes routiers ; et nécessité d'entreprendre de longs voyages pour acheter des intrants et vendre sa production (un problème particulièrement difficile pour les femmes, qui constituent la majorité de la population agricole) ;
- Marchés de vente caractérisés par la prévalence du petit commerce et une liquidité très limitée ;
- Étroitesse des fenêtres de disponibilité de l'offre en intrants (engrais) et incertitude pesant sur la demande ;
- Caractère imprévisible des interventions du gouvernement et des donateurs, ce qui complique encore davantage le travail d'estimation du « marché au comptant » pour les engrais ;
- La plupart des agriculteurs n'ont pas accès au crédit pour financer l'achat de leurs intrants et de la main d'œuvre, ce qui entrave à la fois la demande sur les intrants et les rendements agricoles.

L'expérience plus large en matière de développement économique suggère que cette trappe à pauvreté, liée aux problèmes affectant le développement agricole et les marchés, tend à se résorber avec la diversification de l'économie rurale et le renforcement de l'activité commerciale. Mais comment arriver à ce stade? Le nœud du problème tient au fait que l'investissement est bloqué par l'effet conjugué des défaillances du marché (notamment sur le plan du crédit) et des risques induits par leur étroitesse.

La valeur d'un actif est liée d'une part à son exploitation et d'autre part à la probabilité d'une demande prévisible à son égard. Lorsque les marchés sont étroits et imprévisibles, le risque augmente fortement, bien souvent jusqu'au point où l'investissement devient extrêmement réduit voire nul.

Figure 1. Quelle coordination? À quel moment?



Ce problème peut être traité par une coordination des interventions entre (a) les grands investisseurs privés ; (b) l'introduction de nouveaux marchés tels que les marchés de l'assurance ; (c) le gouvernement. Une coordination efficace impliquera en général une association judicieuse entre les activités du secteur privé, des administrations locales et du gouvernement central. La figure 1 propose une représentation schématisée des activités de coordination requises pour le développement de la petite agriculture au Malawi.

Trois catégories de coordination sont identifiées :

1. Coordination verticale le long de la chaîne d'approvisionnement.

Remerciements

Ce Point Info a été rédigé par **Ephraïm W. Chirwa, Jonathan Kydd et Andrew Dorward** du **Future Agricultures Consortium**. Le rédacteur en chef de la série est David Hughes. Pour de plus amples informations concernant cette série de notes de synthèse, veuillez consulter notre site à l'adresse : www.future-agricultures.org

Le Future Agricultures Consortium a pour objectif de susciter des débats critiques et d'encourager le dialogue sur les politiques à conduire pour assurer l'avenir de l'agriculture en Afrique. Le Consortium est un partenariat entre divers organismes de recherche basés en Afrique et au Royaume-Uni. Future Agricultures Consortium Secretariat, University of Sussex, Brighton BN1 9RE - UKT +44 (0) 1273 915670 E info@future-agricultures.org

Les lecteurs sont encouragés à citer ou reproduire des sections des notes de synthèse Future Agricultures dans leurs propres publications. En retour, le Consortium Future Agricultures demande simplement à ce que sa contribution soit mentionnée et à recevoir une copie de la publication.

2. Coordination horizontale, c'est-à-dire concernant des éléments appartenant à une même catégorie (par ex. : petits agriculteurs, marchands d'intrants ; fournisseurs de crédit).

3. Une coordination complémentaire émerge lorsque certaines organisations, qu'elles soient publiques ou privées, peuvent dégager des économies d'échelle en proposant une gamme de services aux agriculteurs.

Pour qu'un développement de la petite agriculture puisse être réalisé à grande échelle au Malawi, il faudra mettre en place de nouvelles politiques et institutions apportant une réponse intelligente et pertinente aux défis fondamentaux, et tirant les enseignements de l'expérience des périodes pré- et post-libéralisation.

Les défis futurs à relever par les décideurs politiques compétents sur la question agricole au Malawi (qu'ils soient issus des processus politiques actuels ou qu'ils soient enracinés dans les politiques et résultats du passé) font l'objet d'une discussion dans la note de synthèse Orientations possibles pour l'agriculture au Malawi : Défis et dilemmes (ii) Politique : Point Info 009 | Janvier 2006.

Le FAC bénéficie du soutien du Département britannique du développement international.

